ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PAC

Question au Gouvernement n° 2068

Texte de la question

RURALITÉ - CONSEIL DE L'EUROPE

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe Nouveau Centre.

M. Thierry Benoit. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, et s'inscrit dans la droite ligne des interventions du groupe centriste depuis de nombreux mois. J'y associe mes collègues Michel Hunault et Marc Vampa.

Monsieur le ministre, le monde agricole traverse une crise profonde, qui dure et qui touche toutes les productions. Aux yeux du Gouvernement, nos agriculteurs sont-ils simplement là pour aménager le territoire, ou l'agriculture française est-elle encore source de développement économique, créatrice d'emplois et de richesse pour notre pays ?

Le Gouvernement a mis en oeuvre un plan de soutien à l'agriculture française, et c'est très bien ! Cependant, la vraie réponse est européenne. La régulation que nous appelons tous de nos voeux tarde à se mettre en place. Les réponses et les actes de l'Union européenne ne sont pas à la hauteur des enjeux auxquels doivent faire face nos agriculteurs.

La question du revenu agricole reste posée. L'exemple du prix du lait, qui peine encore à faire l'objet d'un accord entre les producteurs et les industriels, est inacceptable. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NC.)* Le lait est payé 28 centimes le litre au producteur, alors que le consommateur l'achète 60 centimes. Le prix des fruits dans un même bassin de production est payé 20 centimes le kilo au producteur, pour être revendu 3 euros le kilo au consommateur. Le cas du porc est criant : payé 1,10 euro le kilo au producteur, on le retrouve à 19 euros le kilo en moyenne dans les rayons des grands magasins. Comment accepter cela ?

Monsieur le ministre, à la veille du prochain conseil européen, le Président de la République, le Premier ministre et le Gouvernement entendent-ils taper du poing sur la table pour qu'enfin l'Union européenne nous entende et réagisse dans les meilleurs délais avec de vraies propositions qui permettent à nos agriculteurs de vivre de leur métier ? Il en va de la survie de l'agriculture française. *(Applaudissements sur les bancs du groupe NC.)*

M. le président. La parole est à M. Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche.* Monsieur le député, le Président de la République l'a dit très clairement ce matin : nous sommes totalement et fermement déterminés à défendre l'avenir de la politique agricole commune. *(Exclamations sur les bancs du groupe GDR. - Applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.)* Nous sommes totalement et fermement déterminés à défendre les intérêts des paysans français au sein de l'Europe agricole, et totalement et fermement déterminés à faire en sorte que la renégociation de la PAC d'ici à 2013 soit le moyen de la refondation et de la relégitimation de la politique agricole commune. *(Quelques applaudissements sur les bancs des groupes NC et UMP.)*

Nous avons commencé à le faire au cours des derniers mois. Ainsi, nous avons demandé une intervention de la Commission sur le marché du lait pour faire remonter les prix du lait, qui s'étaient effondrés en 2009. Les prix du lait ont remonté de près de 10 % au premier trimestre 2010, grâce à l'intervention française et grâce aux 300 millions d'euros que la Commission européenne a mis sur la table.

Pour répondre précisément à votre question, monsieur le député, nous continuerons à nous battre pour faire en sorte que, dans les mois à venir, le lait soit payé à son juste prix aux producteurs. Nous avons obtenu, de la part de 22 pays de l'Union européenne, un soutien sur une politique de régulation de l'Europe agricole. Je

présenterai lundi prochain au Conseil des ministres de l'agriculture les propositions françaises en matière de régulation européenne des marchés, avec, je l'espère, le soutien d'autres pays européens et l'assentiment du commissaire européen Dacian Ciolos.
Chacun doit comprendre aujourd'hui que dans un monde où les prix sont de plus en plus volatils, où les crises sanitaires sont de plus en plus nombreuses et l'environnement de plus en plus menacé, dans un monde qui ne sait pas comment nourrir ses citoyens d'ici à 2025, la politique agricole commune est plus nécessaire que jamais. Sous l'autorité de François Fillon, le Gouvernement français sera aux avant-postes pour la défendre.
(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC - " Trop tard ! " sur les bancs du groupe GDR.)

Données clés

Auteur : M. Thierry Benoit
Circonscription : Ille-et-Vilaine (6e circonscription) - Nouveau Centre
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2068
Rubrique : Agriculture
Ministère interrogé : Alimentation, agriculture et pêche
Ministère attributaire : Alimentation, agriculture et pêche

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 25 mars 2010
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 mars 2010